



LA QUATRIÈME

internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

LES BOUDDHISTES ONT SAUVÉ KY

LES manifestations et les grèves du Centre-Vietnam, prolongées à Saïgon, ont, en avril, mis le pseudo-gouvernement de Ky en équilibre dans le vide. Il y a eu là la manifestation critique d'une nouvelle phase, d'une élévation de la conscience dans des couches nouvelles de la population et de la généralisation de la volonté révolutionnaire. Cette situation a immédiatement eu des répercussions aux Etats-Unis, et, par contre-coup, en U.R.S.S.

Après la campagne, les villes

On sait qu'il y a longtemps que le « gouvernement » du Sud-Vietnam est incapable de contrôler un tant soit peu les campagnes. Sitôt sorti des villes et des zones occupées militairement, le terrain appartient au F.N.L. En dépit des opérations de « ratissage » et de « nettoyage », celui-ci exerce les fonctions d'Etat sur les 4/5^e du territoire vietnamien.

On sait aussi que malgré la répression permanente, le « Vietcong » exerce une influence importante dans les villes. Malgré tout, jusqu'ici, une grande partie de la population urbaine — petits artisans, petits commerçants, employés de magasins, etc. — tout en revendiquant des libertés démocratiques et en montrant sa force en de nombreuses occasions, lors des manifestations, n'avait pas remis en cause le régime ; avec les derniers événements, elle est entrée de manière décisive dans la lutte révolutionnaire, dépassant totalement le cadre du système.

Une telle évolution est liée à trois facteurs essentiels : la situation économique et l'inflation, la dictature politique et la guerre.

L'inflation galopante n'a pas cessé de rendre de plus en plus précaire la situation des classes moyennes et des salariés des villes qui voient leur niveau de vie sans cesse diminuer tandis qu'éclate au grand jour la corruption des milieux liés au gouvernement (gros propriétaires, gros commerçants) qui, eux, profitent et de la guerre et de la pluie de dollars.

Au discrédit total que jette une telle situation sur le gouvernement s'ajoute la répression policière impitoyable, décidée à museler la moindre velléité d'opposition.

Enfin, cette population, à laquelle vient se joindre un nombre croissant de réfugiés qui fuient les bombardements, veut en terminer avec la guerre qui ravage tout le pays.

Jusqu'ici, les manifestations avaient « exigé » du gouvernement des libertés démocratiques, etc. Cette fois, au-delà des slogans de « gouvernement civil », de « retrait des troupes américaines », elles ont réclamé la **démission** du directeur de Ky.

Dans le Centre-Vietnam, les villes de Da Nang et de Hué sont entrées en dissidence, ne reconnaissant plus le gouvernement central.

Phénomène caractéristique du mûrissement d'un processus révolutionnaire, une partie de l'armée et de la police est passée dans le camp antigouvernemental.

Ky tenta d'abord l'épreuve de force en faisant amener des troupes sûres par avion et en se rendant lui-même à Da Nang. Mais il recula au dernier moment devant le risque d'un soulèvement général et irrémédiable. Il préféra essayer la voie de la « négociation » qui lui fut ouverte par l'attitude conciliatrice des bouddhistes. Ceux-ci

représentent en effet la principale force d'opposition dans les villes où ils ont conservé une influence politique de masse en raison de leurs critiques « démocratiques » du régime d'une part, et du prestige moral qu'ils conservent au milieu de la corruption générale.

Le rôle conciliateur de la direction bouddhiste

Alors que la montée des masses exprimait la volonté d'en finir avec le régime de Ky et de ses semblables et ouvrait la voie au renversement du pouvoir dictatorial, les dirigeants bouddhistes se sont efforcés de contenir le mouvement dans le cadre légal (la légalité de Ky !). Ils ont ainsi permis de rétablir « l'ordre » et de stabiliser une situation qui avait complètement échappé au directoire.

Après avoir désavoué la forme violente des manifestations du début d'avril, les bouddhistes en prirent la tête quand la poussée des masses devint trop forte, et cela au prix d'une rupture temporaire avec le gouvernement.

En fait, ils ne dirigèrent le mouvement que pour mieux l'endiguer. C'est ce que l'on vit dès que le dynamisme de la lutte commença à s'épuiser.

A Saïgon, après avoir constitué un comité central de lutte contre le gouvernement, les bouddhistes organisèrent des manifestations monstres, mais sans positions précises quant au gouvernement, qui, loin de mobiliser les masses, les désorientèrent, car elles n'avaient aucun objectif.

Et dès que le directoire fit la promesse de faire élire une constituante (où ne devraient pas être représentés les communistes !) sous réserve de la fin des manifestations, au lieu de refuser d'entrer dans une telle manœuvre de diversion, les bouddhistes en prirent prétexte pour faire cesser toute lutte contre le directoire.

Là où les masses refusaient de céder, à Da Nang et à Hué, on envoya le dirigeant de la « tendance dure », Tri Quang, pour « rétablir l'ordre ». Il a demandé à la population de cesser de réclamer la démission immédiate du gouvernement Ky pour lui laisser la possibilité de « tenir ses engagements ».

Une telle attitude permettra peut-être une stabilisation temporaire de la situation, mais il est peu probable que les masses accepteraient de se laisser duper par le mythe d'une « constituante » ou par un changement du personnel gouvernemental : elles veulent une transformation radicale de leur sort, et il n'appartient pas à un gouvernement non socialiste de liquider l'inflation, d'accorder les libertés démocratiques, de faire cesser la guerre. C'est pourquoi il sera de plus en plus clair pour les masses des villes que la seule voie est celle de l'appui total au F.N.L.

Conséquences internationales

La crise d'avril a dissipé ce qui pouvait subsister d'illusion quant à la représentativité du régime sud-vietnamien. Aussi limpide que puisse sembler un tel problème, vu de France, l'épreuve n'était pas de trop pour les Etats-Unis. On put même croire un moment que le Pentagone allait encore une fois limoger les larbins trop discrédités pour les remplacer par une nouvelle équipe. Mais il y a renoncé. Sans doute une telle opération perd-elle de son efficacité en se renouvelant.

(Suite page 6) Dick Lemaire

17 MAI :

BAROUD D'HONNEUR
OU
PREPARATION
D'ARTILLERIE ?

LE 17 MAI marque un progrès sur les mouvements qui l'ont précédé, tant par l'ampleur de l'unité réalisée en fait que par les manifestations de rues accompagnant les débrayages. Cependant, l'expérience des actions menées depuis un an et demi permet de se poser la question : que cherchent les directions syndicales ? Il est prévisible en effet que le gouvernement ne cédera pas plus à cette journée qu'aux précédentes. Alors ? Prend-elle place, du point de vue des dirigeants, dans une stratégie d'ensemble, tendant à développer encore la généralisation, à accélérer le rythme des coups de boutoir portés par grandes masses sur des mots d'ordre unifiés et qui répondent globalement à l'offensive du capital et de son Etat ? En peu de mot, est-ce la répétition générale, le début d'une offensive ? Il ne le semble pas, à en juger par le silence de l'ensemble des directions, dont on peut même douter qu'elles soient capables de s'élever à une perspective un peu large, qui a d'ailleurs de quoi leur faire peur : que deviendrait le mirage de la « démocratie véritable et renouvelée » si les travailleurs se mélaient d'effrayer les « bons » bourgeois et « patrons républicains » ? Raison de plus pour que la base et les « dirigeants sur le tas » se posent, et posent publiquement, les problèmes du « comment exploiter le 17 mai vers la victoire ? » On lira en page 4 l'article où Antoine Vallon expose notre point de vue sur les conditions qui peuvent permettre que le 17 mai ne soit pas un baroud d'honneur, mais une préparation d'artillerie annonçant la bataille.

CERCLE KARL MARX

VENDREDI 20 MAI, à 20 h. 30

Salle des Horticulteurs

84, rue de Grenelle

Ernest MANDEL - J.-M. VINCENT

M. BRIDIER - M. LEQUENNE

GRENOBLE ASSOMPTION DU
TECHNO-SOCIALISME

3000 FEMMES EN COLÈRE

« **Q**U'ELLES fassent grève pendant six mois ! Ensuite elles seront brisées. Nous serons tranquilles ! » Ces paroles, prononcées par un délégué syndical, résumait bien la situation de la grève des 3.000 ouvrières de la Fabrique nationale d'armes de guerre (F.N.), à Herstal, près de Liège, en Belgique. Au début du mois de février, les organisations syndicales étaient sur le point de signer avec le patronat de la métallurgie belge, une nouvelle convention collective, portant, entre autre, sur la classification des fonctions. C'est alors (le 16 février) que trois mille geneuses se sont interposées, et que les syndicats, qui avaient signé cette convention, n'ont pu la ratifier.

Beaucoup de journaux français ont parlé de la grève de la F.N. qui est maintenant entrée dans son troisième mois ; signalons parmi d'autres, l'article (correct du point de vue des informations) du *Nouvel Observateur* (du 6 au 12

avril), dans lequel Michel Bosquet réalise ce tour de force qui consiste à ne pas dire un mot à propos de l'attitude syndicale !

Commencée de façon tout à fait spontanée, la grève des ouvrières de la F.N. pose le problème du principe « égalité de rémunération des hommes et des femmes », admis par le Traité de Rome, mais interprété « à sa manière » par un patronat habile, au moyen de classifications dans lesquelles les « fonctions mixtes » (où le salaire de référence masculin existe) sont supprimées, ou bien dans lesquelles l'élément « force physique » est considéré comme comptant plus que l'élément « dextérité ».

A la F.N., les salaires sont relativement élevés, mais la différence entre le salaire d'un homme et d'une femme de qualification égale est plus criant qu'ailleurs (plus de 1 franc français de l'heure) ; la différence entre le salaire horaire (Suite page 2) Pascal.